

THEMA

MOBILISATION

Sous la tripartite, la grève

David Wagner

La crise gouvernementale ébranle la tranquillité et le consensualisme luxembourgeois. Les syndicats ont prononcé le mot de « grève générale » et tout porte à croire qu'ils ne bluffent pas.

On s'en doutait un peu. Une manifestation contre le gouvernement, un lundi matin à dix heures devant le Palais grand-ducal, c'est peu probable. Mais bon, qui sait, peut-être peut-on y rencontrer quelques amateurs de sur-réalisme politique. Après tout, il y en a bien quelques-uns qui se cachent au sein de l'exécutif de l'Etat. En fait, un jeune homme particulièrement remonté avait lancé une invitation, à travers le réseau social Facebook, sous l'intitulé « Demo géint Spuermoossnahmen vun der Regierung ». Après tout, une telle initiative semblable avait réussi à mobiliser plus de 2.000 personnes dans les rues de Diekirch pour protester contre la délocalisation de la brasserie du même nom. Cette fois-ci, l'engouement était nettement moins palpable : les seuls manifestant-e-s visibles étaient une douzaine de policiers et un couple de touristes chinois admirant probablement la symbolique du parlement sagement accolé à la résidence du monarque.

Les néo-militant-e-s ne s'en tiennent pas là : une autre initiative facebook appelle à manifester ce samedi à 14 heures sur la Place Clairefontaine au centre-ville de la capitale. Cette fois-ci, le moment semble plus approprié. A l'heure où nous écrivons, 242 personnes ont confirmé leur pré-

sence. Beaucoup moins, 44, veulent pour leur part « faire la grève » mardi prochain à 10 heures du matin en se réunissant sur la Place d'Armes. Si ces manifestations ont peu de chances - mais cela reste à voir - d'aboutir à des rassemblements massifs, il est indéniable que le taux d'exaspération face aux « pistes » proposées par le gouvernement la semaine passée a atteint un niveau rarement égalé dans ce Luxembourg d'ordinaire si consensuel.

Les nouveaux réseaux sociaux virtuels ne doivent être ni surestimés, ni sous-estimés. Leur capacité de mobilisation dans le monde « réel » dépend de plusieurs facteurs. La délocalisation de la brasserie de Diekirch avait soulevé un grand émoi populaire, probablement inférieur à la Tripartite, mais la manifestation avait été fortement portée par un réseau associatif et un bouche-à-oreille efficace. S'il n'est pas sorcier d'organiser une manifestation, il n'en faut pas moins d'un minimum d'expérience ou de bon sens.

Les rebelles du net semblent même en avoir conscience. Patrick Dury, secrétaire général du syndicat chrétien LCGB a même été contacté par l'un d'entre eux. « Ils voulaient savoir comment on organise une manif », déclare-t-il. S'il se dit content que des gens veulent se mobiliser « pour le social », Dury reste néanmoins sceptique : « Nous préférons qu'ils rejoignent un syndicat. » Et de souligner que l'organisation d'une manif nécessite non seulement un minimum d'expérience, mais demande aussi une

REGARDS

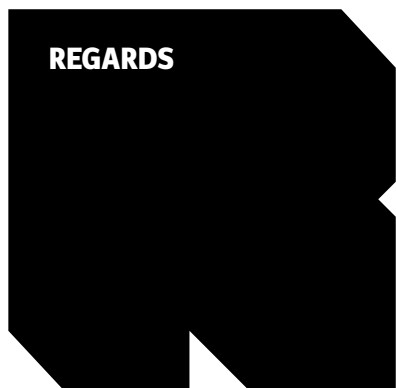




PHOTO : GWENael PIASER

Manifestation syndicale du 16 mai 2009: comme un air de répétition générale.

certaine responsabilité par rapport aux personnes que l'on mobilise.

En tout cas, la profusion des prises de position au-delà des partis politiques est un autre élément de l'atmosphère délétère pour le gouvernement. Les socialistes ne sont pas les seuls à être en désaccord avec leur propre politique au sein du gouvernement : même la Caritas s'est fendue d'un communiqué de presse sans équivoque. D'après l'organisation catholique, les mesures proposées par le gouvernement se rangent dans une stratégie « antisociale et non équilibrée ». Et elle va plus loin en qualifiant la proposition (pardon, il fallait dire « piste ») d'augmenter le taux d'imposition maximal de 38 à 39 pour cent de faible. Même le prétendu « super »-taux de 42 pour cent ne trouve grâce à ses yeux. Et s'il fallait s'attendre que l'Union nationale des étudiant-e-s (UNEL), située à gauche, s'insurge contre les mesures proposées, l'Association des cercles d'étudiants (ACEL), pourtant plus conciliante par rapport au gouvernement, lui a emboîté le pas en critiquant la mesure qui vise à limiter l'âge de l'attribution de l'allocation familiale à 21 ans. Quant à l'UNEL, elle fait même savoir qu'elle s'est entretenu de ces questions, lors d'une entrevue avec l'OGBL, le syndicat qui mène la fronde.

Front commun

L'OGBL avait sorti la « grosse artillerie », avant encore les vacances de Pâques, lorsque son président, Jean-Claude Reding, avait assez rapi-

dement brandi la menace d'une grève générale après la présentation des revendications patronales.

« Jean-Claude n'est pas du genre à bluffer », nous avait alors confié un syndicaliste à propos de son président. Après tout, son prédécesseur avait la réputation d'un leader syndical qui annulait tout aussi rapidement une grève générale qu'il était capable de la convoquer.

Mais une grève générale, cela se prépare. Et l'on peut douter que l'OGBL mobilise à travers facebook (où sa page « fan » vient d'être créée il y a quelques jours). « Nous menons une campagne d'information dans les entreprises depuis le mois de mars », nous informe Jean-Claude Bernardini, secrétaire central de l'OGBL. Le syndicat soupçonnait-il que les négociations allaient être particulièrement rudes ? Il semble en tout cas que la direction du syndicat ait pris conscience d'un changement d'époque qui s'applique également au Luxembourg. S'il ne voue pas le principe des négociations aux gémonies, l'OGBL comprend qu'il faut mobiliser la base à long terme, afin de disposer d'armes bien fourbies lors de conflits sociaux qui vont en s'amplifiant.

Il y a deux, trois semaines, avant que les négociations ne tournent au vinaigre, l'on pouvait encore douter si les enjeux de la tripartite et l'institution en elle-même pouvaient constituer un sujet de discussion pour le citoyen lambda, voire une raison de se mettre en colère. Dorénavant, c'est fait : Luc Frieden est même en passe de liquider son capital de popularité.

« Le destin d'un dauphin est parfois de s'échouer », avait un jour clamé le leader borgne de l'extrême droite française. Et du côté de la base du LSAP, le malaise est profond. Alors qu'elle avait avalisé l'accord de coalition sans même avoir vraiment eu le temps d'en lire la version résumée, les militant-e-s du LSAP sont déconcerté-e-s par le déroulement de la tripartite. Seule la sortie de leur ministre du travail, Nicolas Schmit, a mis du baume au coeur de certain-e-s d'entre eux... avant de provoquer une pagaille généralisée au sein du gouvernement.

Et l'exaspération au sein de la population se généralise également. « Le meilleur baromètre pour la mesurer reste le contact avec les gens dans les entreprises », nous explique Bernardini. L'information circule à travers les délégué-e-s du personnel qui ont reçu la consigne de tenir au courant les salari-e-s. « Actuellement, nous n'avons pas besoin d'expliquer grand-chose. Les gens comprennent bien de quoi il s'agit. Et je peux affirmer qu'ils sont survoltés », ajoute-t-il. Le son de cloche est similaire côté LCGB : « Nous ne sommes pas en train d'aiguiser les couteaux », tempère Patrick Dury, « mais le 'feedback' des gens est énorme ». En plus, la proximité avec les festivités du 1er mai tombe à point. Actuellement, les différentes sections de l'OGBL tiennent leurs assemblées générales, un moyen supplémentaire pour préparer une mobilisation. Vient ensuite le 29 avril, où Jean-Claude Reding s'adressera publiquement au comité national élargi à

Remerschen, après s'être réuni le jour précédent. Idem pour le LCGB, dont la réunion aura lieu le 28 avril à Tétange à la « Schungfabrik ».

Mais l'OGBL ne se limite pas aux salarié-e-s « nationaux ». Un grand nombre de ses délégué-es sont des frontaliers et ceux-ci sont également mobilisés, d'autant plus que les mesures gouvernementales s'appliqueront également à eux. « Le problème, c'est que les frontaliers ne lisent pas vraiment la presse luxembourgeoise », dit Bernardini. Aussi, Reding s'est déplacé ce mercredi à Metz afin de présenter à la presse française les conséquences des mesures du gouvernement.

Si, en fin de compte, une « grève générale » devait avoir lieu, de quoi aurait-elle l'air ? « C'est sûr qu'elle serait en semaine pendant les heures de travail, tout en étant combinée avec d'autres formes d'action », explique Bernardini. « Mais cela demande beaucoup d'organisation, comme ce fut le cas pour la manifestation du 16 mai 2009 », continue-t-il. Le 16 mai 2009 : une date que les syndicalistes n'oublient pas : à trois semaines des élections parlementaires, ils avaient rassemblé 30.000 personnes sous le slogan « Nous ne paierons pas pour leur crise ». Certain-e-s candidat-e-s des partis actuellement au gouvernement y étaient présentes. Et maintenant, la crise, elle vaut aussi pour eux.